

demander au Québec d'abandonner son Agence en vue de la remplacer par une agence fédérale?

[Traduction]

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, un certain nombre de producteurs et d'associations de producteurs ont contesté cette question, tout comme, d'ailleurs, les offices de commercialisation d'autres provinces. Nous étudions la chose, et j'espère vraiment que nous pourrons en venir à un compromis plutôt que d'avoir à imposer quelque interprétation juridique quant à savoir s'il y aurait eu ou non violation d'un certain pouvoir à cet égard.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE FREINAGE DES IMPORTATIONS DE CHEMISES—L'EFFET PROBABLE DES MESURES DE REPRÉSAILLES DE GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur l'Orateur. Comme le ministre vient de déclarer, il y a quelques instants, que le Canada compte freiner l'importation des chemises, puis-je lui demander si l'on a tenu compte des effets préjudiciables que pourraient avoir sur les industries canadiennes d'exportation les mesures de représailles de gouvernements étrangers?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, des consultations poussées ont eu lieu à cet égard, et je m'empresse de démontrer à mon honorable ami que nous n'avons pas à craindre de telles répercussions, grâce aux exceptions dont j'ai fait état dans ma déclaration.

M. Anderson: Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre, monsieur l'Orateur. A-t-il eu des entretiens au sujet de cette mesure de restrictions du Canada avec les chefs d'État rencontrés au cours de son voyage en Extrême-Orient, et lui ont-ils signalé que ces mesures pourraient désavantager les exportations canadiennes vers ces pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai eu en effet l'occasion de m'entretenir à ce sujet avec les chefs des gouvernements des pays intéressés. Ils étaient déjà au courant de notre politique d'ensemble et je leur ai annoncé que nous prendrions des mesures peu après mon retour. Aucun n'a indiqué qu'elles provoqueraient des mesures de représailles mais naturellement ils ne savaient pas à ce moment-là en quoi les affecteraient les mesures que nous devons prendre.

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. Étant donné que le ministère des Postes, incapable de faire livrer un gros volume de courrier émanant du borough de York, a décidé par la suite de faire effectuer les livraisons à l'avenir par une entreprise privée, le ministre peut-il dire si c'est de propos délibéré que son ministère cherche à résoudre le problème en dissuadant les clients éventuels d'utiliser ses services.

Des voix: Oh, oh!

LES FINANCES

LE DÉBLOCAGE DU COURS DU DOLLAR CANADIEN—LA BAISSÉ DES COURS DU BLÉ

M. George Muir (Lisgar): Ma question s'adresse au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Le ministre ayant déclaré hier que l'adoption du cours du change flottant permettrait aux Canadiens de recevoir davantage pour les produits vendus à l'extérieur, blé y compris, comment explique-t-il que les cours du blé de toutes catégories aient baissé de 6c. à Winnipeg, hier...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question est de toute évidence litigieuse. Le député de South Shore.

LES PÊCHES

HOMARD—LA PROTECTION DES HOMARDERIES CÔTIÈRES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Une question pour le ministre des Pêches. Compte tenu de la controverse qui agite les pêcheurs côtiers de homards sur la côte est depuis que le ministre a apporté des modifications à la loi sur les pêcheries permettant qu'on attrape le homard au-delà d'une limite de 12 milles pendant toute l'année, le ministre a-t-il l'intention d'augmenter le personnel chargé de la protection des pêches de façon à faire surveiller suffisamment la côte pour que les dragueurs de homards ne détruisent pas les réserves côtières?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Nous allons étudier très soigneusement cette suggestion, monsieur l'Orateur.

SAUMON—LES POURSUITES JUDICIAIRES INTENTÉES CONTRE DES PÊCHEURS TERRE-NEUVIENS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, comme il y a eu beaucoup de malentendus concernant